

## **Edito Raymond GIRARDI**

### **CONCURRENCE DELOYALE ET DUMPING SANITAIRE**

La France est reconnue mondialement pour les qualités de son agriculture et le savoir-faire de ses agriculteurs. Malgré cela les agriculteurs continuent irrémédiablement à disparaître, victimes d'un système social et économique libéro-capitaliste qui n'a que faire de la condition humaine et du revenu de ceux qui produisent les richesses.

Le dumping sanitaire est un de ses éléments majeurs qui crée une injustice économique hors du commun. En effet, l'OMC (organisation mondiale du commerce) prévoit des règles applicables à tous et d'autres qui restent des compétences nationales.

En ce qui concerne les produits chimiques en général, les états sont souverains, ils homologuent et autorisent les molécules chimiques qu'ils veulent et chacun avec des interprétations nationales pour la santé publique.

Au niveau agricole, pour des raisons de sécurité alimentaire et protection de la nature, la France depuis de nombreuses années a interdit des centaines de produits dit dangereux. Si un agriculteur français utilise un de ces produits, il est passible de prison, de fortes amendes et peut être interdit d'exercer son métier.

#### **EXTREMEMENT GRAVE POUR LA SANTE PUBLIQUE**

Le dumping sanitaire est une concurrence déloyale extrêmement grave pour la santé publique et bien sûr au plan économique pour tous les agriculteurs français.

La raison est simple : de très nombreux pays pour ne pas dire tous, utilisent chaque jour des molécules (produits phytosanitaires) interdites en France ce qui défavorise gravement notre agriculture au plan concurrentiel (prix agricole).

Alors que le traité européen a comme principe fondamental la libre concurrence et non faussée que nous combattons mais qui, là n'est pas utilisée, parce qu'elle servirait une catégorie de citoyens qui n'intéresse pas le monde de la finance.

#### **APPLIQUER LA MEME REGLE POUR TOUS**

Cette concurrence déloyale au niveau sanitaire est insupportable, il faut aujourd'hui faire appliquer la même règle pour tous, au plan du principe de la justice et de l'équité sociale et économique, mais surtout pour la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire et le respect de l'environnement partout dans le monde.

Il n'est plus possible d'accepter aujourd'hui, où la moindre suspicion de risque pour la santé devient une affaire nationale, que des produits de consommation pour la nourriture soient commercialisés chez nous après avoir utilisé des molécules chimiques interdites en France.

#### **ETRE SAISIS OU RENVOYES**

Tous ces fruits – légumes – viandes – céréales – lait et autres doivent être contrôlés au plan international et à nos frontières et être saisis ou renvoyés dans leur pays chaque fois qu'ils sont concernés pour un produit illicite en France.

Il ne peut pas y avoir d'autres règles que celle-ci, sous peine de mettre en danger nos concitoyens ! Tout autre comportement de la part de l'Etat français serait une preuve de la complicité de nos dirigeants dans ce marchandage international qui sacrifie pour des raisons de profits capitalistes la santé des Français.